

Index AI : PRE01/498/2013
27 September 2013

Le Commonwealth ferme les yeux sur les violations des droits humains commises au Sri Lanka

Le bilan choquant du Sri Lanka en matière de droits humains devrait lui interdire d'accueillir un sommet important du Commonwealth en novembre ou de présider cette organisation, a déclaré Amnesty International avant une réunion cruciale des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, programmée pour vendredi 27 septembre.

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth – composé de ministres des Affaires étrangères et du secrétaire général Kamalesh Sharma, qui se rassemblent pour évoquer les atteintes aux valeurs fondamentales du Commonwealth, notamment aux droits humains – doit se réunir à New York le 27 septembre.

« Cette réunion est une occasion pour le Commonwealth de véritablement montrer la voie à suivre sur le terrain des droits fondamentaux. Le silence de cette organisation sur la crise des droits humains au Sri Lanka jusqu'à présent est honteux, en particulier en ce qui concerne le déni persistant de justice pour les crimes passés et les attaques incessantes visant les défenseurs des droits humains et d'autres militants », a souligné Polly Truscott, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Au lieu de laisser carte blanche au Sri Lanka pour perpétrer des violations des droits fondamentaux, les dirigeants du Commonwealth doivent soutenir les appels en faveur d'une enquête indépendante et internationale sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qui auraient été commis, et condamner les représailles que la société civile continue à subir. »

La réunion du 27 septembre a lieu moins de deux mois avant le sommet des chefs de gouvernement des États du Commonwealth (CHOGM) à Colombo, à la suite duquel le Sri Lanka assurera la présidence du Commonwealth pendant deux ans.

« Permettre au Sri Lanka d'accueillir le CHOGM puis de présider le Commonwealth revient à accorder à ce pays une confiance qu'il ne mérite pas. Le Commonwealth doit y réfléchir à deux fois avant de permettre que sa propre crédibilité soit ainsi compromise », a ajouté Polly Truscott.

« S'il venait à présider le Commonwealth, le Sri Lanka serait chargé d'aider le secrétaire général à lutter contre les violations des droits humains dans d'autres pays du Commonwealth. C'est le comble de l'ironie. »

Selon certaines allégations crédibles, l'armée sri-lankaise et le groupe armé des Tigres tamouls ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité durant le conflit armé ayant pris fin en 2009. Le Sri Lanka résiste cependant aux appels en faveur d'une enquête internationale et impartiale sur le conflit, tandis que ses propres initiatives en la matière se sont avérées complètement inefficaces.

Depuis la fin de la guerre, le président Mahinda Rajapaksa emmène son pays dans une « direction de plus

en plus autoritaire », selon les termes de la haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies. Le gouvernement s'est arrogé tous les pouvoirs et bat la contestation en brèche, harcelant et attaquant ses détracteurs, parmi lesquels des journalistes, des défenseurs des droits humains et des politiciens de l'opposition.

« En dépit des demandes répétées des Nations unies et d'autres acteurs, le gouvernement sri-lankais n'a pas cessé de porter atteinte aux droits fondamentaux. Il existe un risque énorme que militants et autres fassent l'objet de représailles accrues en novembre au moment du CHOGM. Avec le Sri Lanka, le Commonwealth ne serait pas entre de bonnes mains », a conclu Polly Truscott.